

ENSEMBLE POUR STOPPER LA CONTRE-REVOLUTION NEOLIBERALE DE MACRON ET DE L'UNION EUROPEENNE

Toutes les attaques du gouvernement visent, au travers du statut des fonctionnaires et des cheminots, à détruire notre modèle social, et une vision de la République qui garantit à l'usager le même traitement et l'égalité du service rendu. C'est un modèle de société néolibérale que le gouvernement veut imposer. Il mène une véritable contre-révolution.

Les stratèges de l'Élysée considèrent que le moment est propice pour accélérer la guerre des classes. La défaite syndicale sur le démantèlement du Code du travail a mis les syndicats encore davantage sur la défensive. Macron, de surcroît, a le champ libre au Parlement. Il multiplie donc les fronts pour étouffer l'adversaire. Il veut démontrer sa détermination sans faille à « réformer » tous azimuts pour mieux disperser les oppositions et croit possible de tout lancer en même temps : statut de la fonction publique, rail, formation professionnelle, indemnités chômage, retraite, sélection à l'université, etc.

Ce que craint le plus Macron, et qui est la condition principale à sa défaite, est une généralisation des luttes sociales. Il veut éviter par tous les moyens que ne se cristallise un mouvement comparable à celui qu'avait connu la France en 1995.

IL EST POSSIBLE D'INFLIGER UNE DÉFAITE À MACRON : RASSEMBLONS TOUTES LES VICTIMES DU NÉOLIBÉRALISME !

La grève des cheminots rythme le pays. Le mouvement social grandit. Les étudiants s'organisent pour refuser la sélection à l'entrée des facs malgré les interventions de police. Avocats, magistrats et greffiers disent non à la réforme de la Justice. Les agriculteurs dénoncent le CETA, traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, et tous ceux qui sont en préparation (Mercosur, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon).

Les personnels d'Air France sont régulièrement en grève. Des éboueurs revendiquent un grand service public du traitement des déchets. Les retraités manifestent contre la diminution de leurs pensions. Les salariés de Carrefour ont mené une journée de grève

partout en France. Les fonctionnaires refusent la remise en cause de leur statut et la suppression de milliers de postes. Les personnels hospitaliers, y compris les médecins, sont vent debout contre la diminution des effectifs et la destruction du service public de la santé. Les personnels des EHPAD, soutenus par les familles de résidents, font grève car ils refusent la maltraitance institutionnelle à l'encontre des personnes âgées. Les travailleurs sociaux, les psychiatres dénoncent les réductions de moyens et la dégradation de leurs conditions de travail. Des salariés du privé sont en lutte contre des délocalisations et des fermetures d'entreprise.

Partout gronde la colère et s'exprime la résistance au projet de Macron. L'heure est à un mouvement qui rassemble tous ceux qui sont victimes ou menacés par la

politique gouvernementale, c'est-à-dire la grande majorité de la population. Toutefois, pour rassembler dans l'action, il faut des analyses et des revendications unificatrices. Le point commun à tous les problèmes sectoriels est le néolibéralisme, imposé par l'Union européenne et relayé par le gouvernement.

ENSEMBLE À TOUTES LES MANIFESTATIONS !

Les mobilisations et les manifestations se multiplient. Participons à toutes les initiatives qui veulent stopper Macron dans sa course : le 19 avril, le 1er mai, le 5 mai, le 13 mai, le 22 mai, d'autres datent s'ajouteront sans doute.

Notre force c'est notre détermination et nos actions communes.

ENSEMBLE

COMBATTRE LA CONTRE-REVOLUTION NEOLIBERALE

Le temps n'est plus à dénoncer des « réformes » qui frappent presque tous les secteurs. Regardons la réalité en face. Nous sommes confrontés à une véritable contre-révolution néolibérale visant à détruire les acquis du Conseil national de la Résistance et de la Libération.

Le programme de Macron en atteste : casser tous les statuts, introduire partout la logique du marché et de la privatisation. Il rêve de faire avec la SNCF ce que Margaret Thatcher avait fait avec la grève des mineurs : livrer un combat sans pitié contre le syndicalisme dont les néolibéraux sortiraient vainqueurs

Certes les conquêtes des néolibéraux (et nos défaites) ne datent pas d'hier.

Depuis le tournant de la rigueur de 1983, tous les gouvernements ont agi pour convertir la France au néolibéralisme au motif que la mondialisation ne laisserait pas d'autres choix. Mensonges et bourrage de crâne pour mettre en place une « gouvernance » par traités européens et internationaux, au mépris de la souveraineté du peuple ! Ils n'ont cessé de mener une guerre idéologique, bourrée de mots piégés pour faire croire que l'Union européenne c'est la paix et l'amitié entre les peuples, alors que toutes ses politiques ne répondent qu'à un seul objectif : imposer la concurrence entre les pays, les peuples, les salariés, les agriculteurs, etc. Les conséquences on les connaît : délocalisations, fermetures d'entreprises, chômage de masse, baisse des salaires, des retraites, paupérisation des services publics, privatisations...

L'heure est venue d'affronter la réalité : Macron, colonel mis en place par la haute finance et le grand patro-

nat, les grands médias, la noblesse d'Etat et une partie de la droite et de la gauche, est chargé de briser les piliers de la société française, ses systèmes de solidarité et de mutualisation, son droit du travail, ses services publics, son syndicalisme. Sa mission : livrer au privé tous les marchés juteux, comme le rail, la santé et la sécurité sociale. Son modèle de société : un système profondément néolibéral, à l'anglo-saxonne, anti-laïque et communautariste. Sa volonté est de mettre le peuple hors de nuire aux intérêts des multinationales, de leurs grands actionnaires et de la finance qui règnent grâce aux traités de libre-échange.

Faire face c'est identifier l'adversaire, dénoncer sa stratégie et construire les conditions pour le frapper ensemble. Ne tombons pas dans le piège des fronts multiples ouverts par Macron : relient toutes les luttes car l'adversaire est le même, les causes sont identiques !

1968-2018 ? !

Les conditions deviennent réunies pour rassembler dans un vaste « tous ensemble ». Aux organisations syndicales de s'engager dans cette voie. Aux salariés, paysans, chômeurs, retraités, étudiants, fonctionnaires d'agir en ce sens. C'est maintenant que nous pouvons faire basculer le rapport de forces en faveur de tous ceux qui n'en peuvent plus de subir les politiques austéritaires qui détruisent les vies, les emplois, les solidarités, les services publics, sa-

crifient la jeunesse, ruinent le pays... Une des principales leçons de Mai-Juin 1968, ce sont les 10 millions de salariés en grève qui obtiennent des avancées sociales considérables par les accords de Grenelle : augmentation du SMIG de 35%, hausse générale des salaires de 10%, création de la section syndicale d'entreprise, quatrième semaine de congés payés...

C'est exactement ce qu'il nous faut aujourd'hui ! Le moment est venu de lutter pour la tenue d'une négoc-

iation interprofessionnelle nationale au niveau du Premier ministre, de nouveaux « accords de Grenelle », pour l'augmentation des salaires et des revenus de transfert (retraites, chômage, handicapés...), la mise en place du droit opposable à l'emploi, des mesures protectionnistes pour sauver notre agriculture et notre industrie, la nationalisation de tout le secteur bancaire et financier ainsi que des groupes stratégiques... Bref, pour mettre un coup d'arrêt aux politiques néolibérales.

BULLETIN D'ADHESION



Nom : Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Ville : Code postal :

E.mail : Tél :

Homme Femme Profession Montant cotisation

Date et signature :

Les personnes imposables bénéficient d'une réduction d'impôts égale à 66% des sommes versées dans un plafond de 20% du revenu du foyer fiscal. Les cotisations et les dons peuvent faire l'objet d'un prélèvement automatique (minimum 10 euros par mois). Pour les personnes non imposables ou à faibles ressources, le montant minimum de la cotisation annuelle est de 30 euros. Pour les autres, les cotisations doivent tendre vers 1% du salaire net.

MODE D'EMPLOI DE L'ADHESION : Adressez-nous votre bulletin d'adhésion accompagné d'un chèque à l'ordre de : Association de financement du Pardem (agrée par la CNC-CFP le 1er janvier 2012) à l'adresse suivante : **Association de financement du PARDEM - 12, rue de la gare - Kernével - 29140 - ROSPORDEN**

Ne pas jeter sur la voie publique